

Résumé : 1/ Nouvelles mesures destinées à protéger et créer des emplois 2/ Plan de sauvetage de 1,5 Md£ pour les théâtres, les salles de musique et les musées britanniques 3 La productivité britannique a ralenti au T1 2020 4/ La reprise d'activité reste timide pour les commerces non-essentiels 5/ Le marché immobilier reste affaibli 6/ La FCA propose de prolonger des mesures de soutien financiers aux particuliers 7/ La PRA lance une consultation pour étendre la garantie de dépôts exceptionnels temporaires 8/ L'industrie hôtelière britannique demande un soutien urgent 9/ Léger regain de fréquentation dans les transports en commun

1. Evolution épidémiologique

Au 9 juillet à 16 heures, 8 378 199 tests ont été effectués, dont 152 362 le 23 juin. 287 004 se sont révélées positives. (A noter qu'une révision à la baisse a été effectuée entre le 1er et 2 juillet)

Au 9 juillet à 16 heures, 44 517 des personnes qui ont été testées positives pour le coronavirus sont décédées.

2. Mesures nouvelles de soutien économique

Le Chancelier a présenté le 8 juillet un paquet de nouvelles mesures destinées à protéger et créer des emplois, pour un montant de 30 Md£ (dont 5,5 Mds d'investissements en infrastructure annoncés par B. Johnson le 30 juin). Parmi les mesures clés :

- une subvention de 1000 £ (Job Retention Bonus) à destination des employeurs pour chaque employé furloughed retournant au travail (au minimum jusqu'à janvier 2021 et pour un salaire supérieur ou égal à 520 £ par mois) pour compenser la suppression du dispositif de chômage partiel
- la création du Kickstart Scheme permettant au gouvernement de subventionner la totalité du salaire des 16-24 nouvellement employés (contrat hebdomadaire d'au moins 25 heures au salaire minimum)
- des subventions versées aux entreprises qui créent des stages (1000 £ pour chaque trainee embauché) et des apprentissages (2000 £ pour chaque apprenti de moins de 25 ans, 1500 £ pour les apprentis de 25 ans et plus)
- l'augmentation des crédits budgétaires pour les structures de soutien à la recherche d'emploi
- la réduction temporaire de la TVA de 20 % à 5 % du 15 juillet 2020 au 12 janvier 2021 pour le secteur de l'hôtellerie-restauration et les attractions (cinémas, zoos, etc.)
- une remise de 50 % qui sera accordée du lundi au mercredi au mois d'août aux clients des établissements de restauration dans une limite de 10 £ par tête
- un plan d'investissement en infrastructure, dévoilé en partie par B. Johnson le 30 juin
- des subventions accordées les rénovations ayant un objectif d'efficacité énergétique
- une enveloppe de 1 Md£ allouée à la rénovation d'immeubles du secteur public
- la réduction du droit de timbre (stamp duty, équivalent des DMTO) : du 8 juillet 2020 au 31 mars 2021, les achats immobiliers dont la valeur est inférieure à 500 000 £ seront exemptés de droit de timbre (jusqu'ici le seuil concernait les biens d'une valeur inférieure à 125 000 £).

R. Sunak a annoncé un plan de sauvetage de 1,5 Md£ pour les théâtres, les salles de musique et les musées britanniques en difficulté - Le plan prévoit notamment une subvention de 880M£ pour l'exercice financier jusqu'en avril 2021 et sera complété par 270 M de prêts remboursables. Le ministre de la culture, O. Dowden doit également annoncer une aide de 100 M£ pour les institutions culturelles nationales en Angleterre et 120 M£ pour relancer les travaux de construction dans les sites culturels. L'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord recevront également des fonds dans le cadre de ce programme.

3. Impact économique et financier

La productivité britannique a ralenti au T1 2020 – La productivité par heure a diminué de 0,6 % et la productivité par tête s'est contractée de 3,1 % au T1 en glissement annuel, reflétant l'impact des dispositifs de chômage partiel qui ont réduit le nombre d'heures travaillées (- 1,2 %) sans changer le

statut des employés. La valeur ajoutée brute s'est contractée de 1,7 %, alors que le nombre de travailleurs ont augmenté de 1,4 %.

La reprise d'activité reste timide pour les commerces non-essentiels - Les ventes de voitures sont restées décevantes en juin, s'établissant à - 19,2 % en glissement annuel (GA), alors que les producteurs automobiles essaient de rattraper le retard des commandes du T1. L'indice composite de confiance des consommateurs de GfK pointe vers un niveau de ventes de voitures toujours 10 % en dessous de leur niveau pré-covid au S2. Les commerces non-essentiels ont observé un pic de reprise des ventes la semaine de leur réouverture, qui se sont établies à - 7,1 % en GA contre - 20,5 % en moyenne le mois précédent d'après le cabinet comptable BDO, mais cette tendance a ralenti dès la semaine suivante, avec une contraction de 15,5 % des ventes en GA. Les indices de mobilité reflètent également une reprise lente : les données d'Apple indiquent que les demandes d'itinéraires par voiture étaient, la première semaine de juillet, 7,5 % en dessous de leur niveau au 15 janvier. Aux Etats-Unis et en Allemagne, les demandes d'itinéraires étaient supérieures de 35 % pour les mêmes périodes considérées.

Le marché immobilier reste affaibli - En juin, les prix immobiliers ont diminué de 0,1 % par rapport à mai, portant à - 0,9 % leur baisse entre avril à juin. La réouverture du marché en mai s'est traduite par une augmentation des transactions immobilières de 16 % entre avril et mai, mais le niveau reste toujours 50 % inférieur par rapport à mai 2019. Le nombre de prêt hypothécaires approuvés a diminué de 41 % en mai, après une chute de 72 % en avril, et en baisse de 86 % par rapport à l'année dernière. Les perspectives de ventes se sont cependant améliorées en juin, l'enquête réalisée par RICS indiquait une balance nette des demandes d'achats à + 61, contre - 7 en mai, et des recherches en ligne qui dépassaient leur niveau pré-covid. La suppression du droit de tampon annoncée par le Chancelier pour les achats de propriété en-dessous de 500 000 £ devrait stimuler le marché immobilier, bien que l'expérience montre que ce n'est pas le cas lorsque l'emploi diminue et que les conditions de crédit se détériorent.

4. Analyse sectorielle / entreprises

La FCA propose de prolonger des mesures de soutien financiers aux particuliers - Après avoir coordonné la prolongation des moratoires de paiements pour les prêts à l'habitat, les cartes de crédit et les prêts personnels, la FCA a proposé au secteur bancaire d'étendre les mesures de soutien aux souscripteurs des crédits suivants : prêts automobiles, « buy-now-pay-later » (BNPL), « rent-to-own » (RTO) et crédits sur gage (« pawnbroking »). Les clients dont le moratoire va prendre fin seront encouragés à reprendre les paiements s'ils sont en capacité de le faire. Toutefois, les clients en difficulté pourront demander à leur banque d'étendre le moratoire, ou de reprendre les remboursements à taux réduit, pour trois mois supplémentaires. Les particuliers n'ayant pas encore bénéficié de ces mesures auront jusqu'au 31 octobre pour en faire la demande ; l'interdiction sur la repossession des biens pour les clients de prêts automobile ou de crédits RTO restera par ailleurs en vigueur jusqu'au 31 octobre. Enfin, la FCA propose à ce que le score de crédit des particuliers bénéficiant de ces mesures ne soit pas affecté. Les banques devraient donner leur aval aux propositions de la FCA d'ici la semaine prochaine. La PRA lance une consultation pour étendre la garantie de dépôts exceptionnels temporaires - La garantie des dépôts fournie par le « Financial Services Compensation Scheme » (FSCS) sur les soldes élevés temporaires (« Temporary High Balances ») protège en temps normal les dépôts des particuliers entre 85 000 £ et 1 M£ pour une période de six mois s'ils proviennent de certains événements (achat et vente de propriétés résidentielles, versements d'assurance-vie, etc...). En raison de la crise liée au Covid-19, la PRA propose d'étendre la temporalité de la couverture sur les soldes élevés temporaires de six à douze mois à compter du jour de dépôt. Ceci permettrait notamment de protéger les dépôts élevés n'ayant pas pu être investi par les particuliers en raison de la volatilité à l'oeuvre sur les marchés financiers ou de la mise en suspens du marché immobilier. La couverture de douze mois sera applicable à toutes les sommes perçues jusqu'au 31 janvier 2021, et redeviendra une couverture de six mois à partir du 1er février.

L'industrie hôtelière britannique demande un soutien urgent - Environ 120 patrons du secteur de l'hôtellerie et du tourisme ont signé une lettre ouverte appelant un soutien fort du gouvernement pour une aide financière et plus d'investissements. Ces patrons alertent sur le fait que plusieurs entreprises du secteur ne survivront pas, malgré la levée du confinement. Les professionnels du secteur appellent à :

- Une extension automatique du report de toutes les obligations fiscales qui sont dues en juillet

- Une subvention pour couvrir une partie des impayés de loyer pendant le confinement, la réouverture et la reprise d'activité
- La prolongation de la période de chômage partiel pour les entreprises du secteur
- Le doublement du seuil de cotisations patronales à l'assurance nationale
- La prolongation du gel du paiement de la taxe professionnelle jusqu'en mars 2022

L'assouplissement des règles de distanciation sociale suscite un léger regain de fréquentation dans les transports en commun – L'abaissement – de 2 mètres à 1 mètre – permet en effet d'augmenter la capacité maximale des transports publics de 15% à 25% des niveaux pré-crise. En théorie, sur les 800 usagers habituellement transportés par métro, l'assouplissement permet à 208 passagers d'embarquer contre 93 sous la règle des 2 mètres. En pratique, la fréquentation du métro londonien n'atteint pas encore 25% et semble plafonner autour de 20%. En revanche, les taux de fréquentation des bus londoniens se situent entre 30 et 40%, ce qui laisse suggérer que les mesures de distanciation physique ne sont pas toujours scrupuleusement respectées. Toutefois, le Ministre des transports Grant Shapps a indiqué à la Commission des transports de la Chambre des Communes qu'un report modal au détriment des transports en commun et en faveur des trajets effectués sur les routes (véhicules particuliers, vélos) avait pu être observé : les niveaux sont entre 75 et 85% ceux d'avant crise en Grande-Bretagne, tandis qu'au sein de la zone de péage urbain de Londres le nombre de véhicules en circulation est désormais revenu à sa tendance pré confinement, c'est-à-dire 100 000 véhicules par jour.